



NATIONS UNIES

14 NOV 1977

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/335
10 novembre 1977

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-deuxième session
Point 24 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 10 novembre 1977, adressée au Secrétaire général par
le chargé d'affaires a.i. de la Mission permanente de l'Algérie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre qui vous est adressée par S. Exc. M. Abdelaziz Bouteflika, membre du Conseil de la Révolution, Ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire.

D'ordre de mon gouvernement, je vous prie de bien vouloir assurer la diffusion de cette lettre en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 24 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent adjoint,
chargé d'affaires a.i. de la
Mission permanente de l'Algérie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Fathih BOUAYAD-AGHA

ANNEXE

Lettre adressée au Secrétaire général par le Ministre des
affaires étrangères de l'Algérie relative à la question
du Sahara occidental

Le problème de la décolonisation du Sahara occidental est passé par de multiples péripéties qui ont constitué pour l'Algérie autant d'occasions de vous tenir régulièrement informé, aussi bien à travers nos entretiens que par nos échanges de correspondances.

Pour avoir été vicié à la base, ce problème devait inévitablement avoir des prolongements tant pour les pays qui, au détriment de toute légalité internationale, ont pris la grave décision de se partager le territoire, que pour l'Algérie qui soutient légitimement la lutte du peuple sahraoui.

Toute oppression étrangère devait nécessairement appeler une juste résistance de la part du peuple sahraoui. Les peuples maghrébins, pour avoir connu le même colonisateur hier seulement, sont parfaitement bien placés pour le savoir. Ils devraient être, les uns et les autres, instruits du danger de s'écarter des principes de la Charte des Nations Unies et d'ignorer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, d'autant plus que, par leur appartenance au monde arabo-africain, ils souffrent, ici et là, des mêmes politiques suivies par d'autres occupants, aujourd'hui unanimement condamnés par la communauté internationale.

Les derniers développements montrent à l'évidence que le peuple sahraoui est plus que jamais décidé à défendre son droit inaliénable à l'autodétermination, que l'Algérie s'en tient plus que jamais au principe de l'intangibilité des frontières des Etats telles qu'elles existaient au moment de l'accession à l'indépendance et que, par contre, les tenants de l'expansionnisme et de la notion de frontières mouvantes s'obstinent dans la politique du fait accompli et de la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pis encore, faisant écho à des déclarations et à des démonstrations inspirées outre-Méditerranée, la voix la plus autorisée du Maroc vient de déclarer que les forces armées royales "n'hésiteront plus à violer les frontières de l'Algérie", invoquant par là un prétendu droit de suite dont la signification est tristement célèbre pour les peuples maghrébins autant que pour ceux du Moyen-Orient et du reste de l'Afrique.

Contrairement à d'autres partenaires, l'Algérie a toujours manifesté une parfaite disponibilité à vous apporter sa modeste contribution dans la recherche d'une solution juste et durable au problème du Sahara occidental, si justement posé en termes de décolonisation dans le cadre des instances aussi bien internationales que régionales et conformément à la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Organisation.

/...

Il va sans dire que les tentatives d'intimidation comme les menaces proférées par les uns et les autres n'ont fait que galvaniser la détermination du peuple algérien à payer le prix nécessaire à la sauvegarde de sa souveraineté et de l'inviolabilité de ses frontières.

S'il ne s'agissait que de ressortissants français disparus dans les zones de combat, et que le Gouvernement français déclare être aux mains du Front Polisario, l'Algérie a toujours fait part de son entière disponibilité pour faciliter un contact direct entre les parties intéressées.

A moins de nourrir d'autres desseins, le Gouvernement français sait, pour y avoir déjà eu recours avec succès, que les voies et moyens les plus adéquats pour régler un problème humanitaire qui le préoccupe légitimement ne font pas défaut.

Mais le Gouvernement français, prenant prétexte d'une situation qu'engendre inévitablement toute confrontation armée, et tout en se prévalant officiellement d'une attitude de neutralité, ne dissimule plus son parti-pris et son engagement aux côtés des Etats agresseurs. Ses déclarations belliqueuses, ainsi que l'aide accordée par ailleurs aux forces armées marocaines et mauritaniennes dans leur entreprise d'extermination du peuple sahraoui, témoignent d'une volonté manifeste d'attiser le conflit et d'encourager l'escalade. Une telle politique vient de trouver son illustration dans la déclaration du Roi du Maroc qui, niant l'existence du peuple sahraoui et du Polisario, tente de rendre responsable l'Algérie de la situation de guerre qui prévaut au Sahara occidental.

Autant de faits qui me mettent de nouveau dans l'obligation de requérir à travers vous l'attention de toute la communauté internationale sur les conséquences de cette politique et sur ses prolongements.

Je ne doute pas que, fort des pouvoirs que vous confèrent les dispositions de la Charte des Nations Unies et du mandat dont vous êtes investi par les textes pertinents en la matière, vous n'épargnerez aucun effort pour permettre à tous les peuples de la région, y compris le peuple sahraoui, de résoudre pacifiquement leurs problèmes et de retrouver ainsi la voie toute naturelle de la fraternité, de la coopération et de l'unité.

Le Ministre des affaires étrangères,
Membre du Conseil de la révolution
de la République algérienne
démocratique et populaire
(Signé) Abdelaziz BOUTEFLIKA
